

Consultation publique n°2022-09 du 22 septembre 2022 relative à la mise en œuvre d'un versement anticipé exceptionnel du montant du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP) de RTE

Ce document a été rédigé par ELE, syndicat professionnel représentant des Entreprises Locales d'Énergies, en collaboration avec ses adhérents.

ELE regroupe des ELD (GRD et Fournisseurs) et des producteurs d'énergie, représente ses membres au niveau national, organise et anime les échanges d'expertises et d'expériences sur les sujets métiers et dans le domaine social, et accompagne ses adhérents dans la compréhension et la mise en œuvre de la réglementation.

ELE répondra à la présente consultation par le commentaire général ci-après :

Compte tenu de l'ampleur de la crise énergétique que nous connaissons, dont les effets délétères et imprévisibles sont encore devant nous, le syndicat ELE reconnaît la pertinence d'une prise de délibération tarifaire pour pallier aux variations importantes et imprévisibles des CRCP des gestionnaires de réseaux. Cette possibilité de recourir à des évolutions tarifaires en temps de crise paraît d'autant plus justifiée lorsque les consommateurs en sont les principaux bénéficiaires, via une réduction des tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution.

De même que pour le gestionnaire de réseau de transport national, certains gestionnaires de réseaux de distribution observent une augmentation exceptionnelle des charges de compensation des pertes du fait de leur acquisition sur les marchés, à des prix sans communes mesures. Or, la méthodologie d'évolution du TURPE 6 HTA-BT prévoit également un apurement du CRCP des GRD dans la limite d'une évolution tarifaire annuelle de +/- 2%, ce qui de fait reporte de plusieurs années les compensations des GRD. Selon ELE, cette limitation du « k » du CRCP à +/-2% n'est aujourd'hui plus adaptée au présent contexte de variations très rapides et durables des volumes de pertes.

Le syndicat ELE salue donc cette initiative pertinente en ces temps troublés et approuve la délibération tarifaire ainsi envisagée par la CRE.